

L'EMPLOI UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

“C’est avec énormément de plaisir et de fierté que j’ouvre la première assemblée annuelle des syndicats locaux des Métallos au Québec. J’ai confiance, en effet, que tous ensemble, pendant les deux jours qui vont suivre, nous allons poser la première pierre d’une nouvelle étape de notre progression vers un syndicalisme plus fort, plus efficace et plus démocratique...”

En lançant cette expérience d’une assemblée annuelle au Québec, je me suis inspiré de ces principes et aussi de l’expérience d’ailleurs. J’ai tenu à visiter et à participer à la conférence annuelle de locaux dans des centres comme New York, la banlieue ouest de Pittsburgh et Chicago. J’en ai discuté avec les directeurs de plusieurs autres districts et j’ai aussi réfléchi à l’expérience accumulée lors de nos congrès d’orientation sur le plan canadien. Tenant compte donc de toute cette expérience accumulée ailleurs, voici la base sur laquelle j’ai l’intention de convoquer la seconde assemblée annuelle, celle de l’an prochain.”

C’est avec ces mots que le tout nouveau directeur du district 5 élu par les Métallos du Québec ouvrait la **première assemblée annuelle des locaux des Métallos du Québec** les 6 et 7 décembre 1965 à l’hôtel Windsor à Montréal.

À cette première assemblée annuelle, le confrère Jean Gérin-Lajoie annonçait dans son rapport d’activités qu’au chapitre du recrutement le district 5 des Métallos comptait un peu plus de 19,000 cotisants et que 10,000 autres travailleurs étaient en voie de s’organiser avec les Métallos. Des syndicats locaux comme ceux de Matagami Mines Ltd (6131),

Rapport moral de Clément Godbout, directeur québécois du Syndicat des Métallos (FTQ) lors de la 25ième assemblée annuelle tenue à Laval les 23 et 24 novembre 1989.



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Clément Godbout, directeur québécois des Métallos.



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Jean Gérin-Lajoie, directeur 1964 à 1981.

Table des matières

Page 1

Introduction

Page 7

Des emplois au Québec

Page 8

A) Un Québec francophone

Page 10

B) La formation professionnelle

Page 13

C) L'environnement

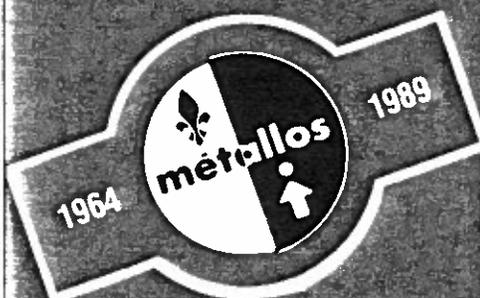
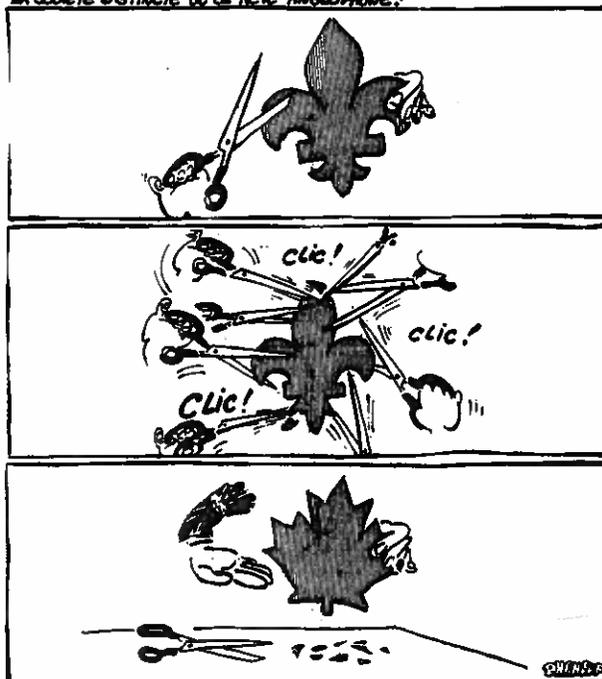
Page 16

D) Le syndicalisme

Page 23

Conclusion

LA SOCIÉTÉ DISTINCTE OU LE RÊVE ANGLOPHONE?



de Sivaco Wire and Nails Co. (6818), de Canadian Steel Foundries (6859) et de Canadian Copper Refiners Ltd (Noranda) (6887) venaient de loger leur demande en accréditation auprès du Ministère du Travail du Québec. D'autres venaient à peine de renouveler leur convention collective comme ceux d'Iron Ore à Shefferville et Sept-Iles (5567 et 5569), de Normétal (4514) et de Québec Cartier (5778).

Oui, je parle bien ici de la toute première assemblée annuelle de notre syndicat au Québec. Aujourd'hui, nous ouvrons la **25ième assemblée annuelle des Métallos québécois**. Je ne sais pas si le directeur québécois en 1965 pouvait s'imaginer, à ce moment-là, qu'en 1989, nous serions en mesure de tenir notre 25ième assemblée annuelle. Je sais, toutefois, qu'il le souhaitait de tout coeur ainsi que tous les Métallos qui y ont participé.

Une des activités les plus suivies

L'assemblée annuelle est devenue une des activités suivies par des milliers de militants et militantes Métallos québécois-e-s.

Je profite de l'occasion pour rappeler que ça fait aussi 25 années que le confrère Louis Laberge préside les destinées de la FTQ. En effet, c'est en 1964 que Louis était élu président. Durant notre assemblée annuelle, nous aurons le plaisir de l'accueillir. Il nous fera plaisir de le saluer à nouveau pour le travail formidable qu'il a accompli.

Les assemblées annuelles des Métallos québécois nous ont apporté, à travers les années beaucoup de fierté et ont contribué à développer notre solidarité, outil essentiel de notre développement et de l'efficacité de notre action syndicale.

Le Québec a changé

Depuis notre première assemblée annuelle, le Québec a aussi profondément changé au cours des années. Nos préoccupations se sont modifiées plusieurs fois. Les objectifs et les défis syndicaux ne se situent plus dans le même contexte. Nous avons dû développer de nouvelles stratégies. Toutefois, la solidarité demeure toujours l'outil le plus efficace nous permettant de réaliser les nécessaires transformations socio-économiques et les réformes politiques.

Depuis le début des années 80, des changements dramatiques sont survenus dans l'économie. La concurrence sauvage domine à l'échelle des marchés mondiaux. Les mutations dans la production industrielle, la préoccupation de la productivité du travail, du rendement des investissements, de l'efficacité de l'appareil de production et de la qualité de la production, l'épuisement et le gaspillage de nos matières premières, le massacre de notre environnement et la régression constante de notre qualité de vie, tous ces bouleversements posent à notre action syndicale des défis de taille.

Je suis persuadé que cette situation a, au cours des années, profondément marqué les relations individuelles et collectives dans nos milieux de travail dont les caractéristiques ne convergent pas toujours avec les intérêts de nos membres et de nos organisations syndicales.

L'attitude des hommes et des femmes à l'égard de certaines de nos



PHOTO MARC ROBITAILLE

Martine Blanchette, cuisinière au Château Bonne Entente.



PHOTO: FEATURES LTD

Louis Laberge, président de la FTQ.



PHOTO: FEATURES LTD

Marcel Bureau et Alain Cloutier, permanents.



Robert Provost président du local 8990 et Aubin D'Amours du FSTQ.

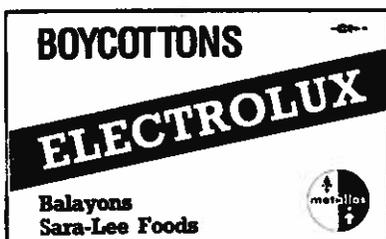


PHOTO: JEAN-GUY ST-GEORGES

Drapeau des Métallos hissé par les grévistes de Crown, Cork and Seal sur le toit de l'usine.



Yvon Royer, permanent



valeurs traditionnelles s'est profondément modifiée. L'apathie s'est même installée chez certain-e-s face au syndicalisme. Une attitude syndicale qui se contente de réciter des slogans selon les circonstances pour ensuite faire le contraire n'aide pas beaucoup en plus de ne pas être acceptée.

Cette réalité ne doit surtout pas nous inciter à dormir sur nos lauriers. C'est pour cela que les Métallos ont dû s'adapter rapidement et efficacement pour relever les nouveaux défis. Mais croyez-moi, malgré tous les efforts déployés par nous tous au Québec, les difficultés et les obstacles demeurent tellement nombreux qu'un rapport moral ne peut les traiter tous.

Je pense ici au dossier du Lac Meech, à la Loi 178, à la dette nationale et à la taxe sur les produits et services (TPS), à l'établissement d'une Commission des Relations du travail au Québec, à l'Accord du libre-échange, à la négociation du secteur public au Québec, à l'environnement, au droit d'association, à la Commission de l'assurance-chômage, au travail pour les jeunes, etc... Il nous reste donc, dans les années à venir, à consacrer beaucoup de ressources et d'efforts pour poursuivre la réalisation de notre mission syndicale.

Sans prétendre être un devin, je sais cependant que dans les années 90, le rythme d'implantation des nouvelles technologies s'accélénera. Nous verrons leur impact s'amplifier sur nos emplois, sur nos stratégies et sur nos pratiques syndicales. Pour plusieurs Métallos, il s'agit de menaces à l'existence même de leur emploi. Le secteur manufacturier continue toujours de voir son importance disparaître au profit du secteur des services. Et ce n'est pas fini.

Certains auteurs, comme Marvin Cetron de Forecasting International et Owen Davies, affirment que le secteur tertiaire devrait représenter environ 88% de l'économie américaine d'ici l'an 2000.

Selon eux, près de la moitié des débouchés vont s'ouvrir dans des branches de l'acquisition, de l'analyse, du stockage et de l'extraction de données. Le reste consisterait en postes d'entretien dans des domaines comme la plomberie, l'électricité et l'informatique. D'autres occupations qui devraient gagner du terrain sont celles qui touchent la restauration rapide (fast food) et les services en général. Nous observons que ces tendances se poursuivent aussi dans le même sens au Québec.

Prévoir ensemble pour gagner ensemble

Devant ces données, il me semble impératif et essentiel de réfléchir aux différentes politiques et aux divers choix de société qui nous confrontent dans la poursuite de nos objectifs de plein emploi. Prévoir ensemble, c'est possiblement être capables de gagner ensemble. Nos industries, la métallurgie notamment, sont toujours en pleine mutation. L'informatisation de nos milieux de travail nous obligent également à redéfinir nos besoins en formation professionnelle et en qualification de la main-d'oeuvre.

L'arrivée de nouveaux métaux, de produits de remplacement et de substituts, le développement économique considérable de nouveaux pays comme la Corée, Taiwan, Hong Kong, le Brésil, Singapour pour ne citer que les principaux, ainsi que le développement et l'ouverture de plus en plus importants des marchés des principaux pays de l'Est sont autant de

données qui bouleverseront encore davantage nos emplois et nos milieux de travail. Sans parler des effets qu'aura le libre-échange.

La concurrence mondiale oblige donc le mouvement syndical à remettre en question un certain nombre d'habitudes de façon à réagir d'une manière plus adaptée aux nouvelles conditions économiques.

Des revendications adaptées aux réalités d'aujourd'hui

Le syndicalisme doit insister plus que jamais sur l'objectif de la protection et de la création des emplois pour tous et toutes. Il nous fait proposer et pousser de l'avant des revendications pratiques, crédibles, voulues par nos membres et adaptées aux réalités d'aujourd'hui.

Nous ne sommes pas les seuls à intervenir dans la définition des enjeux. Le Canada a signé un traité de libre-échange avec les États-Unis. En Europe, nous assistons à la naissance du grand marché européen pour 1992. Cette entente entre 12 pays de la communauté européenne crée un marché de plus de 320 millions d'habitants dont le produit intérieur brut (PIB) est de 2,661 milliards de dollars. La Communauté économique européenne (CEE) occupe la première place dans le commerce mondial. Le poids économique de la CEE force ainsi les pays comme le Canada et les États-Unis à se constituer en blocs ou en marché commun. Citons comme exemples les ententes bilatérales entre les USA et le Canada ou les USA et le Japon.

Ces tendances irréversibles favoriseront l'émergence d'un ensemble d'initiatives axées sur la coopération entre les entreprises de différents pays. Je suis loin d'être convaincu que les préoccupations premières de ces nouveaux "deals" seront d'abord axées sur le bien-être de la main d'oeuvre, la protection de l'emploi, ou l'amélioration du niveau de vie des citoyens et citoyennes des pays impliqués. Les revenus de placement, l'efficacité des opérations et la rentabilité risquent de constituer les priorités dans la définition des enjeux. Il faut se questionner tout de suite sur ce que nous réservent ces bouleversements, pour nous, nos enfants, notre développement économique et notre solidarité syndicale, dans le Québec de demain?

Croyez-moi, les patrons ne sont pas tous endormis et c'est autour de la planète qu'ils cherchent maintenant l'endroit où ils réaliseront le meilleur profit. Pas une seule entreprise ne restera au Québec ou ne viendra s'installer ici pour nos beaux yeux. On est beau, mais pas assez pour cela!

Un exemple

L'Institut BERI (Business Environment Risk Information) est spécialisé dans l'information sur les risques encourus par les entreprises dans leurs relations d'affaires et leurs investissements à l'étranger. Ses publications - en anglais seulement - se divisent essentiellement en trois séries:

- A: Service d'information des risques d'affaires afin de permettre aux entreprises d'évaluer le climat des "affaires" qui règne en pays étrangers.
- B: Rapports prévisionnels visant essentiellement à la préparation de



PHOTO SERGE JONGUÉ

Alain Poirier, permanent



PHOTO SERGE JONGUÉ

Michel Levac, permanent.



PHOTO SERGE JONGUÉ

André Gravel, permanent.



PHOTO SERGE JONGUÉ

Gérard Rouse, président du local 8922

PHOTO SERGE JONGUÉ



Georges Poirier, permanent

PHOTO SERGE JONGUÉ



Gilles Pelletier, permanent.

PHOTO SERGE JONGUÉ



Officiers du local 7625: Jocelyn Bouillon, Denys Boucher et Pierrette Gosselin.

PHOTO SERGE JONGUÉ



Colloque métallo sur la retraite en septembre 1989.

décisions pour des projets d'investissements et l'étude des risques pour les crédits à l'étranger.

C: Information se concentrant sur les risques en matière de crédit international.

De plus, BERI effectuée, depuis 1983, un classement de la productivité de la main-d'oeuvre dans 44 pays et l'évaluation se fait sur une base d'une série de critères.

Parmi ces critères, on retrouve rien de moins que la flexibilité d'embauche et de licenciement, les charges sociales obligatoires, les droits de participation du personnel aux décisions, l'influence politique de la gauche sur et dans les syndicats, les négociations collectives et le respect des accords, l'honnêteté des syndicats, leur degré de militantisme, le coût salarial moyen, l'attitude des travailleurs et travailleuses, le nombre de jours de travail perdus par suite de conflits, le niveau d'absentéisme, la qualification technique de la main-d'oeuvre au besoin du marché du travail. Chacun des pays évalués se voit ainsi accordé une note qui permet à BERI d'attribuer un classement à partir de cette grille. Comme vous le voyez, tout y passe.

Une volonté politique pour créer le plein emploi

Tout ce qui nous arrive n'est donc pas toujours "an act of God". Il y a dans ce bas-monde, des organisations et des personnes équipées, informées et capables de donner aux entreprises toutes les informations pertinentes avant de prendre la décision d'investir dans un pays ou un secteur. Donc, créer des emplois n'est pas aussi simple que le souhaiter ensemble. Toute une série de critères et de pré-requis entrent nécessairement en ligne de compte. Nous devons nous en préoccuper sérieusement.

En ce sens, je crois qu'au Québec, la FTQ et ses affiliés depuis quelques années ont pu donner, à notre collectivité française et nord-américaine, un portrait passablement intéressant et positif à cet égard.

Comment les Métallos pourront-ils s'assurer de conserver et de créer au Québec de bons emplois pour les années à venir? À cela, je réponds que, laissés à nous-mêmes, nous ne pouvons pas y faire grand chose. Cependant, si tous ensemble nous revendiquons dans le sens de se donner une volonté politique de réaliser le plein emploi, nous serons en mesure de surmonter beaucoup plus efficacement les difficultés. L'enjeu est immense et les marges de manoeuvres assez minces. Mais nous devons pousser de plus en plus fort pour construire une société qui procure à ses gens des tâches valorisantes et intéressantes. Pour réussir, j'y vois toutefois certaines réalités qu'il nous faudra accepter, si nous voulons que notre stratégie collective permette de maintenir et d'améliorer nos conditions de vie.

DES EMPLOIS AU QUÉBEC



Les 5 et 6 novembre dernier se tenait à Montréal le Forum pour l'emploi. Mille six cent personnes, de tous les milieux, y ont participé. Vous avez noté comme moi l'absence remarquable du Conseil du Patronat du Québec. Comme vous tous, je le déplore profondément, car l'avenir du Québec passe bien avant les querelles de représentativité ou de qui doit faire quoi et comment on doit le dire.

Plusieurs dizaines de Métallos étaient présents et je vous en remercie. La question du plein emploi a toujours été, pour nous Métallos, une préoccupation centrale. Nous avons affirmé depuis toujours que le plein emploi était une condition essentielle à l'édification d'une société plus équitable et plus revalorisante.

La FTQ, son président en tête, a raison d'être fier du travail accompli. C'est grâce aux efforts constants de notre centrale syndicale si cet événement sans précédent a pu se concrétiser. La prise de conscience qu'a suscité ce forum a permis de dégager un plan commun pour l'emploi afin de permettre l'accès de tous et de toutes à l'emploi, de promouvoir la qualité de la main-d'oeuvre et la compétitivité des entreprises, de donner la priorité à l'emploi dans un environnement de qualité et de favoriser le développement de l'emploi.

Il faut se réjouir du consensus qui s'est dégagé lors de ce forum. Il faut bien se rappeler ici qu'il s'agit de donner de bonnes "jobs" au monde du travail québécois. Comme moi, vous savez trop bien que cela ne nous arrivera pas seulement avec des déclarations communes bien tournées. Il nous faudra aussi mettre tous ensemble un certain nombre de choses de notre bord et je veux en souligner ici quelques-unes.



POUR
L'EMPLOI



PHOTO: SERGE JONGUE

Claude Boyer, permanent

A) UN QUÉBEC FRANCOPHONE



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Réjean Bellemare, Service de recherche



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Yves Morriveau, permanent

La sécurité, la création et le maintien des emplois pour les Québécois et Québécoises passent d'abord par le respect de ce que nous sommes, c'est-à-dire Québécois et francophones. L'entente du Lac Meech même si c'est un strict minimum qui comporte de graves lacunes, n'est même pas suffisant pour éviter les "taponnages" et les objections du Canada anglais à nous accepter comme société distincte. Il reste encore passablement de chemin à parcourir pour se faire accepter tels que nous sommes. J'ajoute toutefois et immédiatement que nous avons aussi nos "sous-marins" qui, dans notre propre cour, font des pieds et des mains pour nous "rapetisser".

Je pense à Chrétien qui trouve l'entente dangereuse pour le Canada. Je pense aussi à Pierre Elliott Trudeau qui sort soudainement des boules à mites pour faire paniquer ses amis de l'Ouest et du Canada anglais en brandissant le danger imminent du séparatisme advenant que l'entente du Lac Meech soit ratifiée... Quelle belle démonstration de solidarité et de confiance envers le Québec, n'est-ce pas?

On a vu Trudeau arriver la veille de l'Halloween, en grand apparat, pour tenter de faire peur encore une fois aux Québécois et Québécoises accompagné bien sûr de ses deux sorcières préférées Johnston et Lalonde. Monsieur Trudeau est venu nous dire comment le Canada nous aime, comment Dave Barrett nous aime, comment McKenna nous aime, comment Jacques Hébert nous aime, comment Alliance Québec et l'Equality Party nous aiment, comment Sharon Carstairs et Clyde Wells nous aiment. M. Trudeau a fait la démonstration qu'il peut encore sans aucune gêne s'acharner à nous provoquer et à nous mépriser.

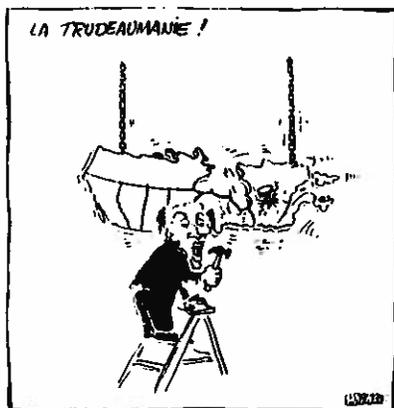
C'est un spectacle que je trouve fort triste et révoltant surtout lorsque ce dernier va jusqu'à nous traiter de nationalistes pleurnichards et maîtres chanteurs, lui qui est toujours un féroce nationaliste "canadien".

Pour ma part, j'ai plus confiance dans le Québec que cela. Je suis fier de ce que nous sommes et je suis persuadé que nous pouvons très bien réussir si on s'y met ensemble. Le Québec a le droit fondamental de travailler, de s'exprimer en français et d'avancer comme collectivité francophone dans le contexte nord-américain et international.

Prendre en main son destin

Malgré cela, il semble impensable pour certains ténors anti-Meech que des francophones se taillent une place dans ce monde libre-échangiste. Pour eux, la réponse la plus convenable serait d'accepter de se faire assimiler, donc de disparaître. La dignité et le respect, ça se négocie assez mal, mais ça se gagne par ailleurs quand on a du courage et de la volonté. Nous ne trouverons jamais ailleurs la garantie de notre destin et cela nous le savons. C'est pour cela que le Québec doit se prendre en main et se faire respecter s'il veut assurer son avenir.

Nous voulons une économie ouverte et en bonne santé. Nous exigeons de travailler dans notre langue, avec des patrons qui parlent notre langue, dans des usines dynamiques qui nous assurent un avenir prometteur. Nous avons l'habitude au Québec de nous battre pour notre survie et depuis longtemps déjà les produits que nous fabriquons se destinent à l'étranger. Si nous sommes capables de vendre et de compétitionner ailleurs, c'est parce que nous faisons une "maudite bonne job". Ces succès nous permettent d'envisager l'avenir avec confiance pour les emplois au



Québec, malgré cette concurrence de plus en plus vive à l'échelle mondiale que nous connaissons.

Les travailleurs et les travailleuses du Québec ne souhaitent pas mieux que de travailler pour des entreprises qui fonctionnent bien et dans lesquelles ils se sentent impliqué-e-s et respecté-e-s. Il faut aussi ajouter que le Québec francophone ne sera pas désavantagé par le rôle accru que jouent les PME et par la créativité que permet la petite entreprise. Comme nous le savons tous, la PME est passablement active et présente sur tout le territoire québécois.

Le Fonds de Solidarité et la PME

Le succès exemplaire et unique du Fonds de Solidarité (FTQ) est aussi fort encourageant. Cette expérience courageuse et osée transforme passablement la perception traditionnelle de la solidarité syndicale. Elle renforce le syndicalisme en lui donnant une place différente qui lui permet d'avoir plus d'influence dans l'entreprise et dans l'économie. Elle nous apporte également une plus grande crédibilité devant les travailleurs-euses et l'ensemble de la population.

En résumé, le succès du Fonds de Solidarité (FTQ) depuis son lancement illustre très bien l'appui donné par cette action syndicale au souci que nous avons dans le secteur privé, et chez les Métallos en particulier, pour la promotion de l'emploi et pour les nouvelles méthodes plus efficaces d'organisation du travail.

Le Québec francophone va survivre et prospérer, mais en même temps, il se transformera et saura aussi réussir à négocier le virage à prendre. Nous sommes capables de nous transformer, sans pour autant négliger nos intérêts de travailleurs et de travailleuses, ni ceux qui nous tiennent à coeur en matière d'identité culturelle et linguistique.

Le mouvement syndical aura donc beaucoup à faire dans l'avenir pour progresser et protéger l'emploi dans un Québec francophone ouvert aux influences de nos voisins et capable d'initiatives de haute performance.

B) LA FORMATION PROFESSIONNELLE

En deuxième lieu, une politique qui vise la création et le maintien de l'emploi passe aussi par la formation et la qualification de la main-d'oeuvre. Depuis des années, les syndicats et le milieu des affaires se plaignent de la piètre qualité de la formation et de l'incapacité du système à préparer adéquatement la main-d'oeuvre. La formation, c'est une "priorité prioritaire". Le problème est devenu grave et le moment est venu de régler nos comptes avec l'État à ce chapitre.

Les tentatives d'Ottawa d'imposer un cadre - et les disputes qui en découlent entre Ottawa et Québec - bloquent la progression intelligente de la formation, malgré l'urgence du dossier. Ça fait longtemps, chez les Métallos, que nous exigeons une véritable politique de formation des travailleurs et des travailleuses au Québec. Michel Blondin, un de mes directeurs adjoints, a déjà participé à peu près à tous les forums et comités qui se sont penchés sur le problème. Les rapports s'accumulent les



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Claire Paquette, permanente



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Hélène Bérubé, permanente



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Jean Lapointe, permanent



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Romain Marin, permanent



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Manifestation devant le Québec Inn lors de la dernière assemblée annuelle

uns sur les autres et celui du dessus de la pile cache depuis longtemps la poussière de celui du dessous.

Une catastrophe nous attend

Si les gouvernements n'agissent pas rapidement, c'est la catastrophe qui nous attend. Je trouve épouvantable que les gouvernements n'aient pas encore mis en place des programmes de formation pour permettre aux hommes et aux femmes qui sont sur le marché du travail de se qualifier pour de nouveaux emplois disponibles. Pour ajouter aux problèmes existants, on ne peut pas dire que les ententes sur la planification de l'emploi et sur la formation en établissement furent très efficaces.

L'accord Québec-Canada qui régit la formation professionnelle est échu depuis longtemps et Québec tente, depuis plusieurs mois, d'obtenir sans succès d'Ottawa une entente renouvelée en matière de formation professionnelle.

Le tâtonnement constitutionnel dans ce dossier est scandaleux et les hommes et les femmes du Québec en payent chèrement la note. Le Fédéral fait des pieds et des mains pour envahir le plus possible la juridiction québécoise et continue toujours à comploter avec les autres provinces, surtout les plus pauvres, pour isoler encore plus le Québec. Son objectif bien arrêté est d'exercer de plus en plus d'influence sur notre territoire. Le Fédéral y va de tout son poids pour nous arracher notre juridiction québécoise dans le domaine essentiel de la formation professionnelle. Le Québec ne doit jamais laisser aller le morceau et nous devons l'appuyer sans réserve là-dessus.

Pourtant, tout ce beau monde sait très bien que l'entente sur le libre-échange aura un impact important sur l'emploi, que les forces du marché et ses tendances actuelles seront renforcées, que les entreprises de taille moyenne sont celles qui devront bouger vite et que la main-d'oeuvre sera sujette à de nombreux changements. L'établissement d'un bon système de formation professionnelle devient encore plus important si on veut profiter, comme société, des gains qui pourront s'offrir à nous au Québec en terme d'emploi et de possibilités d'investissements dans le secteur privé au cours des années à venir.

Un gaspillage de nos ressources humaines

De bons programmes faciliteront la mobilité professionnelle des travailleurs et des travailleuses qui perdent leur emploi. Ils doivent aussi mettre la priorité sur les problèmes rencontrés par les travailleurs-euses âgé-e-s et les immigrant-e-s. Il faut rapidement tout revoir et démêler le fouillis actuel de programmes mal faits, dédoublés et pour la plupart déçus. Le gâchis actuel ne laisse pas de choix. Pour appuyer ce que je dis, soulignons qu'entre 1981 et 1984, 83% des travailleurs-euses licencié-e-s ont reçu des prestations d'assurance-chômage, 43% ont épuisé leurs prestations, 5% ont eu la chance d'obtenir une formation subventionnée et en janvier 1986, 32% d'entre eux étaient sur le bien-être social. Un gaspillage de nos ressources humaines et de notre économie qui devrait faire rougir jusqu'aux oreilles nos législateurs.

Le Fédéral attaque les chômeurs-euses

Je dois constater malheureusement qu'avec la Ministre MacDougall

et le Ministre Wilson, il nous reste encore un grand bout de chemin à parcourir pour atteindre ces objectifs. Les gestes posés ne visent pas à répondre aux défis que pose l'adaptation de la main-d'oeuvre dans un contexte de libre-échange. Au contraire, le Fédéral s'attaque aux bénéfices d'assurance-chômage et propose de détourner 800\$ millions de cette caisse pour la formation, dit-il. Cela n'a aucun sens.

Retirer aux chômeurs et aux chômeuses des secours d'aide ne constitue pas un encouragement très grand au développement personnel et à la recherche d'emploi. Le gouvernement n'a rien trouvé de mieux pour augmenter les budgets de programmes de formation et d'adaptation que de couper les chômeurs et chômeuses. Je trouve inacceptable de pousser l'irresponsabilité jusqu'à opposer le soutien à la formation professionnelle à l'aide aux chômeurs et aux chômeuses. Il faut mener les deux opérations de front d'autant plus qu'avec des programmes de formation et d'adaptation efficaces, on contribuera sensiblement à réduire le chômage et aussi les coûts d'aide sociale. Dans la foulée de son projet, le gouvernement fédéral a annoncé aussi son retrait complet du financement du programme d'assurance-chômage. Le gouvernement refuse donc de reconnaître ses responsabilités face au chômage, à la pauvreté et à la misère qu'engendre le manque d'emploi. Les dernières statistiques pour la région montréalaise indiquent l'étendue des dégâts: un-e Montréalais-e sur cinq souffre de la faim!

Le Fédéral pénalise le Québec

Pour plusieurs Québécois(es), cette réforme aura pour conséquence de les exclure carrément du régime d'assurance-chômage et ils et elles se verront reléger à l'aide sociale.

Le Fédéral dans son approche égorge en fait le système de soutien aux sans-emploi par un tour de passe-passe dans la caisse d'assurance-chômage en faisant payer à ces derniers les coûts inhérents à la mise en application de programmes de formation. Il récupère ainsi des sommes d'argent pour la formation, sous forme de dépenses recouvrables, en pigeant dans la caisse de l'assurance-chômage. Il s'agit là d'une taxe déguisée et camouflée. Pour ajouter le glaçage sur le gâteau, on rend en même temps plus difficile l'accès à l'assistance par la caisse de l'assurance-chômage en prolongeant les périodes de carence, en augmentant le nombre de semaines pour l'éligibilité, etc...

Du revers de la main, le Fédéral refile la facture aux provinces qui sont aux prises avec un taux élevé de personnes recevant l'aide sociale.

Le problème le plus pressant est celui du chômage. Notre lutte et nos revendications n'ont de sens que si le chômage diminue, que si les emplois sont disponibles et que si notre monde est bien qualifié pour effectuer le travail.

Notre syndicat est à l'avant-garde

Notre syndicat a été depuis fort longtemps à l'avant-garde dans ce domaine. Depuis des années, à travers notre programme d'évaluation conjointe des salaires (E.C.S.), nous avons négocié des programmes de formation et d'apprentissage en entreprise. Plusieurs de nos conventions collectives contiennent des clauses sur la formation en milieu de travail



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Gérard Docquier, directeur canadien des Métallos lors de la manifestation devant le Québec Inn



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Marc Lebeau, permanent



Georges Boudreau, agent de sécurité à l'Écluse Côte Ste-Catherine. À l'emploi de Concorde Sécurité



Raphael Rosamilia, Ingersoll Rand (Sherbrooke)



Lisette Denis, permanente



Michel Deveault, permanent



Félicitations pour le 20^{ème} anniversaire du local d'Artopex.

pour permettre à nos membres d'avoir accès à des promotions et de se qualifier pour les tâches nouvelles qui peuvent s'offrir à eux.

Je vous invite à poursuivre vos efforts pour l'inclusion de telles dispositions dans vos conventions collectives. Il faut mettre beaucoup d'emphase là-dessus.

Former des comités paritaires

Je vous invite aussi à former des comités paritaires avec votre employeur de façon à obtenir des pouvoirs décisionnels dans la conception, la mise en marche et le fonctionnement des programmes de formation. Le rôle de gestionnaire des programmes de formation en milieu de travail est beaucoup trop important pour le laisser seulement aux employeurs. Il faut s'en mêler.

Des subventions seulement après entente avec le syndicat

Le mouvement syndical devra exiger avec force que les gouvernements interviennent avec toute l'aide financière nécessaire pour nous permettre de faire avancer le bateau. Aucune entreprise ne devrait recevoir d'argent sans au préalable s'être entendu avec le syndicat sur les principes et le fonctionnement de programmes qui doivent être efficaces et appropriés.

En résumé, on ne doit pas accepter le chômage au Québec comme une fatalité. Il y a des solutions à notre portée pour le combattre. Grâce à la participation et la concertation des groupes concernés, nous développerons la compétence de nos ressources humaines prêtes à relever les défis de la concurrence. Pour réaliser nos objectifs sur cette question, nous devons pousser très fort dans le dos de nos législateurs.

C) L'ENVIRONNEMENT

Lorsqu'on parle d'emplois, il faut aussi réfléchir sur le genre d'emplois qui nous est acceptable pour notre qualité de vie. La lutte contre la destruction de l'environnement et l'agression contre nos conditions de vie s'intensifient de jour en jour, partout dans le monde.

Notre société de consommation nous a malheureusement habitués à "jeter après usage" et le pire de tout cela, c'est que Monsieur et Madame Tout le monde ont l'impression de ne rien faire de mal. Solvants, peinture, décapants et autres produits chimiques, "y a rien là!" Hop, à la poubelle! Nos entreprises ont également le même comportement. La couche d'ozone est gravement atteinte. On réclame de plus en plus des mesures préventives, mais on continue toujours de fabriquer, d'utiliser et de jeter des aérosols, des solvants toxiques ou autres produits dangereux.

Une responsabilité individuelle et collective

La protection de notre environnement est une responsabilité individuelle et collective. Pour les déchets domestiques seulement, chaque famille québécoise en produit environ 500kg par personne, chaque année. Ça fait du stock!

Plusieurs parmi nous ont certainement été surpris d'apprendre récem-

ment dans un article paru dans La Presse, que la couche jetable pour bébé est un véritable problème écologique. 200,000 tonnes par année de couches usées aboutissent dans nos sites d'enfouissement du pays et la couche jetable d'aujourd'hui prend 200 ans à se décomposer. Pourtant, on continue toujours à les fabriquer, à les utiliser et à les jeter.

À l'échelle mondiale, la plupart des grandes forêts tropicales sont menacées de disparaître avant la fin du siècle. L'élevage intensif du bétail de boucherie a un impact direct sur l'environnement comme la destruction des cours d'eau, de même que la dégradation des écosystèmes naturels et la concentration des déchets d'animaux, etc... Au Brésil, de vastes régions de l'Amazonie ont été déboisées pour servir de pâturages à des animaux de boucherie qui finiront dans des "Big Mac". Plusieurs environnementalistes craignent que cette disparition progressive de la forêt amazonienne ait de graves conséquences. On répète dans certains milieux que l'être humain est en train de détruire le poumon de la Terre.

Plus près de nous, il y a l'exemple de l'industrie des pâtes et du papier qui, pendant des années, a coupé les forêts sans se soucier du reboisement et des pertes de matières premières encourues dans le processus. Elle paie très cher aujourd'hui pour reboiser et aller chercher du bois de plus en plus loin.

Un déficit de 300,000 arbres par année

Les poubelles du Québec continuent toutefois de recevoir en déchets, chaque année, l'équivalent de 19 millions d'arbres et il faut en moyenne 65 ans pour produire un nouvel arbre. Il n'est donc pas surprenant que nous enregistrons un déficit de 300,000 arbres par année.

Au début de notre ère, il n'existait pas de technologies ni de méthodes de production pouvant s'attaquer radicalement au système écologique de la planète. Aujourd'hui, il faut bien le constater, l'environnement est gravement menacé.

Au cours des six dernières décennies, les relations entre le genre humain et la planète qui le nourrit ont profondément changé en particulier à cause de notre source d'énergie actuelle, le pétrole.

Des coûts énormes assumés par la collectivité

Les technologies utilisées pendant des années ont entraîné le rejet dans la nature (essentiellement l'air et l'eau) de quantités énormes de déchets toxiques et ce dans une perspective d'économie à court terme. Personne ne s'est vraiment préoccupé des coûts sociaux à long terme de phénomènes comme la pollution de l'air, de l'eau, les pluies acides et le dépérissement de nos forêts, les maladies, etc... Ces coûts ont également d'énormes implications financières généralement assumées par la collectivité comme la santé, la dépollution, etc.. C'est aussi une des causes importantes des problèmes budgétaires des gouvernements et du fardeau fiscal des particuliers.

L'être humain devra dans un avenir très rapproché, s'il n'est pas déjà trop tard, mettre toute l'imagination et l'expertise qu'il possède pour utiliser de nouvelles sortes d'énergie. Des sources d'énergie nouvelle commencent à être connues. Les effets dévastateurs du pétrole et la présence



PHOTO: SERGE JONGUE

Gérard Lachance, service de santé-sécurité

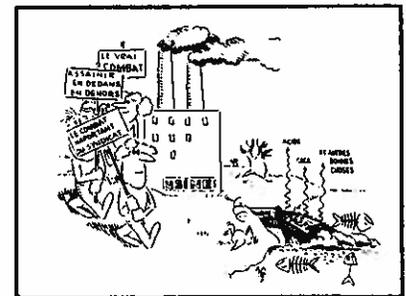
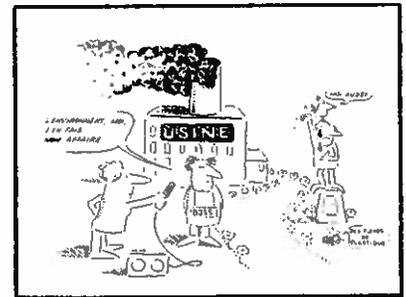


PHOTO: ANDRÉ LAPLANTE

Chantier de la compagnie Abitibi-Price près de la rivière Péribonka.



PHOTO: SERGE JONGUE

Gérard Grégoire, permanent



PHOTO: SERGE JONGUE

Jean-Pierre Lapointe, permanent et Jean-Claude Duchesne, président du local d'Abitibi-Price

des pluies acides du «mid-ouest» américain sont trop bien connus pour les ignorer.

Cesser de polluer ou fermer ses portes

Aujourd'hui, il y a quand même un minimum de moyens à notre disposition pour éviter de toujours salir. Toutefois, je suis bien conscient que ce dont j'ai parlé jusqu'à présent ne représente qu'une partie du problème de la pollution. Il faut aussi décider de notre stratégie de la lutte à la pollution industrielle pour sécuriser nos emplois. Je suis profondément convaincu que le temps presse. D'ici peu, les pollueurs devront cesser de polluer ou ils seront forcés de fermer leurs portes.

Les Québécois et les Québécoises ont dit tout haut ce qu'ils-elles voulaient: un Québec propre. Ils-elles ont raison. La destruction et le transport des produits toxiques dangereux, ça se gère. Voguer sur toutes les mers du monde avec les BPC du Québec n'est certes pas un très beau spectacle à voir. Des usines ça se construit. Si on fabrique ici des saloperies, nous avons alors la responsabilité de s'occuper des inconvénients et d'éliminer les dangers. Nous ne corrigeons rien en jetant nos déchets chez le voisin.

Pour répondre aux pressions publiques, les pollueurs se retrouveront face à des règlements très sévères qui exigeront des correctifs très coûteux. Les pressions de cette même opinion publique seront telles qu'elles exigeront de faire disparaître l'usine polluante... Le résultat: des "jobs" se perdront.

La création d'emplois passe par la dépollution

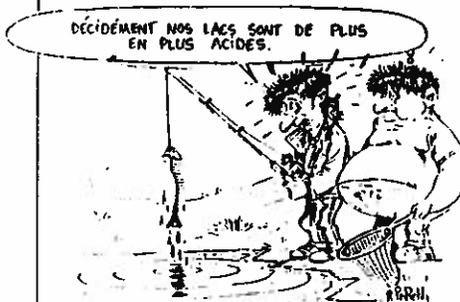
Je suis de ceux qui sont convaincus que la lutte pour le maintien et la création d'emplois passe également par la protection de notre environnement en se donnant des usines propres qui ne salissent pas tout sur leur passage.

La promotion de l'environnement passe également par la création d'emplois liés à la protection de l'environnement comme le recyclage, l'entreposage et la cueillette des déchets, etc...

Les pays qui sauront mettre en place des usines de fabrication et des méthodes et pratiques de travail qui protègent leur milieu de vie sont voués à un brillant avenir.

Il n'y a pas de contradiction entre, d'une part, protéger notre environnement et d'autre part, le développement économique, mais pour ce faire l'industrie devra adopter des formes non-polluantes de production et prévoir des aménagements de l'espace compatible avec la qualité de vie des citoyens et citoyennes.

Les Métallos ne peuvent plus accepter le type de croissance économique que l'on a connu depuis une cinquantaine d'années et qui malheureusement repose trop souvent sur le non-respect de l'environnement. L'effet accumulé de ce saccage est de plus en plus visible. Les coûts individuels et sociaux sont de plus en plus évidents. Il n'y a pas d'avenir dans ce genre d'emplois. Ils sont appelés à disparaître ou à se transformer drastiquement.



TRIP D'ACIDE

Des jobs propres

Ce que veulent nos membres, c'est du travail, de bonnes jobs, mais des jobs propres pour eux et pour les autres. Le temps de laisser tout traîner, de tout jeter dans le paysage et de salir à volonté sans s'en préoccuper est à toutes fins pratiques terminé. La dernière campagne électorale au Québec a démontré la sensibilité de la population aux questions touchant l'environnement. Les emplois qui ont de l'avenir et les emplois de demain se retrouveront dans des usines propres, non-polluantes et sécurées pour les travailleurs et les travailleuses qui y gagnent leur vie. La promotion de l'emploi passe par la protection de notre qualité de vie, de ce qui nous entoure et de notre environnement.

À travers les années, les Métallos au Québec ont mené des luttes exemplaires pour obtenir dans leurs milieux de travail des conditions sécuritaires de travail qui respectent notre santé et notre environnement, précisément là où nous gagnons notre vie.

Plus souvent qu'à notre tour, on s'est fait dire qu'une telle lutte mettait en danger nos emplois, parce qu'il était très coûteux de nettoyer nos usines.

Les entreprises polluantes n'ont aucun avenir

Aujourd'hui, quand je regarde la situation, je trouve que nous avons bien raison de militer en ce sens. Les endroits où nous avons réussi sont les usines vouées à un brillant avenir. Les usines sales qui mettent en danger la santé des travailleurs-euses seront ou fermées ou sur le point de l'être.

Notre lutte pour la protection de notre environnement passe nécessairement par le même canal. Il se peut que nous devions mettre en question certains emplois en exigeant que cesse le salissage de notre environnement, mais de toute façon, ces entreprises n'ont aucune perspective d'avenir si elles ne se corrigent pas très rapidement. Nous devons les forcer à s'orienter dans cette direction.

Il faut que l'on puisse, comme société, développer une vision plus globale, plus généreuse et plus responsable face à la productivité. Au-delà des concepts, cela pourrait signifier, par exemple, adopter des mesures qui incitent les "agents économiques" à développer des comportements compatibles avec l'intérêt collectif et la protection de notre patrimoine. Cela implique probablement de revenir à une certaine planification et une intervention accrue de l'État dans ce domaine et voire même s'il le faut à repenser le fiscalité... pour soutenir les entreprises qui y mettent les efforts et ne pas se gêner pour faire payer le prix de la pollution par les pollueurs.

Le développement durable

Le récent rapport Brundtland sur le développement durable souligne avec force qu'il faut repenser le développement à l'échelle mondiale: "Les prochaines décennies auront une importance décisive pour l'avenir de l'humanité."

Il faut y voir et commencer chez-nous d'abord. Attendre ne fera qu'augmenter le caractère pénible des ajustements. Nous n'avons plus le choix. Je ne dis pas qu'il faut produire moins, je dis qu'il faut produire autre-

PHOTO ANDRÉ LAPLANTE



Neige usée déversée dans la Rivière-des-Prairies (Hiver 1988)

PHOTO SERGE JONGUÉ



Roland Labonté, permanent

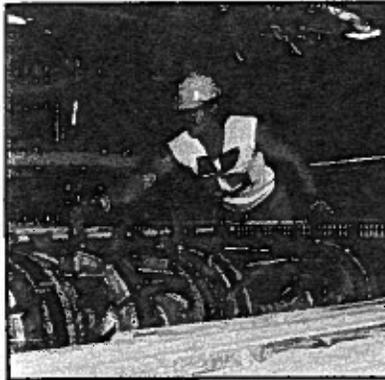
PHOTO SERGE JONGUÉ



Robert Bernier, permanent



Dominico Frasca, chauffeur de taxi et Robert Edmond, responsable de la campagne d'organisation dans le taxi.



Travailleur à la scierie Barrette-Chapais



André Tremblay, permanent

ment. Il n'est pas nécessaire de vivre moins bien, mais juste de vivre différemment et de modifier nos comportements.

Si l'on ne modifie pas notre façon de vivre et de produire, nous serons alors forcés de fermer les usines polluantes, nous devrons arrêter la production de produits dangereux non-contrôlés et nous perdrons nos emplois. "Notre sécurité d'emploi se trouve aussi dans le changement", comme le dit le rapport Brundtland.

Le syndicalisme doit intervenir

Les Métallos se veulent des défenseurs de l'emploi, des conditions de vie et de travail de ses gens. En tant qu'artisans de première ligne des conquêtes sociales du mouvement ouvrier et de la population, notre syndicat doit intervenir fermement sur la question de l'environnement. Il y a là toute une responsabilité à exercer au niveau de notre usine, de notre ville et de notre pays. Je vous invite à intervenir dans chacune de vos usines et à vous assurer que les méthodes et pratiques de travail inappropriées cessent. Il ne faut plus permettre le déversement de déchets industriels dans nos lacs, nos rivières ou dans le fleuve. Il faut toujours continuer à se protéger contre toute forme de pollution de l'eau, de l'air ou de notre environnement. C'est là notre avenir et celui des générations à venir.

D) LE SYNDICALISME

En quatrième lieu, pour créer et protéger des emplois dans le secteur privé du Québec, le mouvement syndical a aussi une responsabilité quand vient le temps de soutenir le développement économique du Québec. Il doit lutter avec détermination pour le maintien d'un climat de relations de travail respectueux de la dignité des hommes et des femmes qui y gagnent leur vie. Il doit aussi se donner une approche objective et ouverte de façon à permettre à l'emploi de se développer efficacement. Il s'agit de notre propre avenir, de la sécurité de nos "jobs" et du respect de notre monde.

Pas d'usines, pas d'unions

À la FTQ, depuis quelques années, nous avons passablement fait avancer les choses dans cette direction. Nous avons créé des voies nouvelles pour soutenir l'emploi. Corvée-Habitation et le Fonds de Solidarité en sont des exemples concrets. Nous avons démontré notre capacité à faire évoluer la situation dans la bonne direction, sans nous sentir obligés d'être plus radicaux qu'il ne le faut, en étant le plus ouverts possible et surtout attentifs à la cause à défendre par opposition au dogmatisme qui mène directement dans un cul de sac dévastateur. Nous voulons gagner notre cause au lieu de gagner notre argumentation. Ça fait un "petit bout de temps" qu'on a compris que pas de "shoppe", il n'y a pas de "jobs" et que sans "jobs" il n'y pas d'unions.

Pour réussir tout cela, la solidarité syndicale, même si elle est toujours difficile à atteindre, demeure plus que jamais essentielle à notre action. Nous devons et nous continuerons à faire échec au discours patronal qui oublie ses responsabilités. Nous devons faire attention de ne pas tomber bêtement dans le panneau et nous laisser diviser par des attitudes

ou comportements qui ne conduisent nulle part. Je suis profondément convaincu, comme vous tous, que les membres de notre syndicat, dans chacune de leur unité syndicale, nous jugent sur le contenu et la qualité des accords et des gains obtenus et non sur le nombre de crises que nous faisons.

Nous devons toujours continuer à associer au maximum nos membres à toutes nos démarches de façon à bien appuyer nos revendications et à mener nos négociations d'une façon compétente et responsable. L'ensemble des syndiqué(e)s, que nous avons l'honneur et le privilège de représenter s'attendent à ce que le Syndicat des Métallos prenne la défense de leurs intérêts, qu'il obtienne pour eux des droits et des garanties, qu'il se batte avec détermination pour faire respecter leurs droits et qu'il voit à l'application correcte et honnête de leur convention collective.

Notre lutte pour le maintien de nos emplois, la promotion et l'avancement de nos membres exige aussi que nous soyons conscients que chaque personne que nous représentons a aussi ses propres préoccupations. Un syndicat comme le Syndicat des Métallos a donc tout à gagner à continuer d'expliquer clairement ce qu'il fait. L'information est aussi essentielle à la crédibilité de l'action syndicale que l'oxygène l'est à la vie.

Nos explications et nos discours ne doivent pas se transformer en "langue de bois" ou formules vides. Il y en a déjà trop au Québec qui cliquent à gauche et tournent à droite. La règle que nous avons toujours suivie, c'est de respecter les directives et les orientations que nous donnent nos membres et d'être toujours près de ceux et celles qui façonnent quotidiennement notre action syndicale.

Les exigences d'une pratique syndicale réaliste nous obligent donc à être très près de notre monde. Mais en même temps, nous devons toujours les impliquer dans le projet de société que le mouvement syndical doit chercher à construire. Cette vision doit inspirer nos interventions sur le plan économique et social lorsque vient le temps d'assurer la défense et la protection des intérêts de nos membres et de leurs emplois.

La bataille de la qualité

Dans la plupart des journaux et des revues d'aujourd'hui, on y retrouve de plus en plus des articles traitant de la qualité, de la performance, de l'excellence. On en est même rendus à nous parler d'une sorte d'entreprise du troisième type... la gestion de la qualité totale. Ce nouveau jargon ne vise pas à nous impliquer et assurer nos emplois. Notre lutte comme Métallos emprunte nécessairement une autre avenue. Nous devons toujours nous rappeler que la mission de l'entreprise est aussi de créer des emplois. Nous voulons participer et être impliqués dans toutes les étapes qui forment l'ensemble de l'organisation du travail.

Dans plusieurs usines où des Métallos québécois gagnent leur vie depuis plusieurs années, notre Syndicat s'est impliqué, à leur demande, dans les projets de transformation de l'organisation du travail.

Plusieurs autres syndicats de la FTQ le font aussi. Lors du colloque sur les nouvelles approches patronales tenu par la FTQ en mai 1987, en dépit de la présentation négative de ces nouvelles approches par le document de travail de la FTQ, le rapport synthèse rapporte que "les

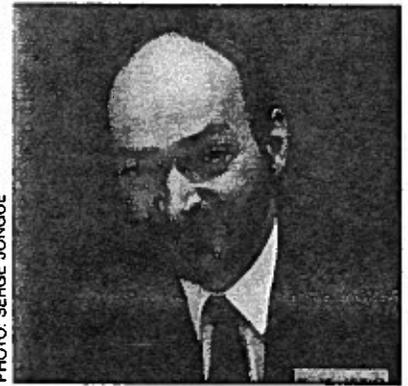


PHOTO: SERGE JONGUÉ

Bruno Lefebvre, permanent

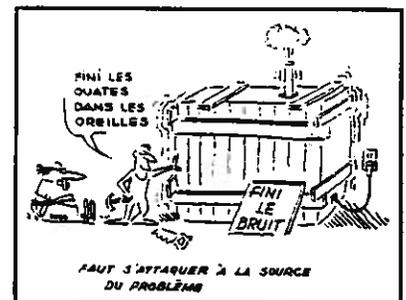


PHOTO: SERGE JONGUÉ

Gordon Ringuette, permanent



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Charles Trudel, permanent



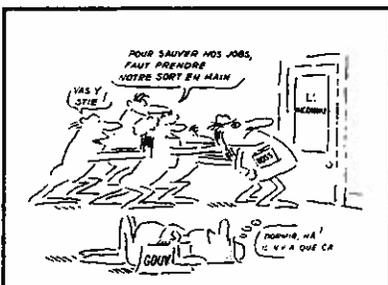
PHOTO: SERGE JONGUÉ

Yvon Clément, permanent



PHOTO: ROBERT PROVOST

Débrayage chez C P Fabien à Candiac



membres accueillent généralement bien les nouvelles attitudes patronales basées sur la communication et qu'ils apprécient grandement de pouvoir s'exprimer et d'être écoutés''. Ils se sentent valorisés dans leur travail.

Zéro inventaire, zéro délai, zéro défaut

Le Syndicat des Métallos ne s'est pas gêné et n'a pas hésité à dénoncer la mauvaise gestion et les maladresses patronales. Les méthodes décentralisées et participatives ne nous ont jamais fait perdre connaissance, car nous sommes assez forts pour les influencer et y apporter notre expertise en tant que syndiqués et travailleurs. Je sais très bien que le libre-échange n'est pas une entente pour nous mais plutôt pour les patrons. Je sais aussi que la compétition sera de plus en plus intense. Nous savons aussi que le libre-échange forcera à abaisser les coûts de production et qu'on nous demandera rien de moins que zéro inventaire, zéro délai et zéro défaut. Le succès de tous les programmes de participation et de réforme de l'organisation du travail passe nécessairement par la stabilisation de l'emploi. Personne ne doit l'oublier.

Les patrons devront accepter les syndicats

Les patrons qui veulent réussir dans ce monde de demain devront accepter le syndicat comme faisant partie intégrante et intégrale de l'entreprise. Ils devront s'entendre avec les salarié(e)s et leur syndicat sur les meilleures méthodes de gestion à utiliser et ramener les pouvoirs de décision au niveau le plus près possible de l'exécution du travail dans l'entreprise.

En ce sens, la FTQ et ses affiliés, depuis quelques années, ont donné à plusieurs reprises et dans beaucoup d'occasions, diverses leçons de maturité à leurs partenaires du monde syndical québécois. Même si la combativité est toujours nécessaire en matière de relations du travail, il n'est pas essentiel de toujours recourir, pour être efficace, à une attitude de confrontation systématique qui enlève toute crédibilité à notre action dès le départ. Nous sommes quand même à la fin du 20^e siècle. Il ne faut pas être naïeux; mais il ne faut pas niaiser tout le monde non plus.

Une action pratique, vigilante et efficace

Chez les Métallos, l'action syndicale d'aujourd'hui, telle que nos membres l'exigent, se doit d'être pratique, vigilante et efficace. Depuis fort longtemps, nous mettons tous les efforts nécessaires pour se donner de bonnes conditions de travail et pour maintenir les emplois.

Nous avons la force et la capacité de nous ajuster aux réalités en présence et promouvoir nos revendications lorsque le moment approprié est venu. Les syndicats de la FTQ du secteur privé, et les Métallos plus particulièrement, s'adaptent de plus en plus aux nouvelles réalités du monde du travail et ont appris au cours des dernières années à mieux définir leur stratégie face aux nouveaux défis.

L'attitude générale des militant-e-s Métallos, nous permet de bien réfléchir sur l'avènement du libre-échange qui s'accompagnera d'une compétition accrue pour nous et pour les entreprises dans lesquelles nous gagnons notre vie. Il faudra donc que tous se parlent souvent si on veut s'assurer du maintien et du développement de nos emplois. Chez les Métal-

los, nous avons beaucoup échangé, réfléchi et progressé dans ce débat.

Nous sommes mieux préparés pour faire face à la réalité des années 90. Pendant qu'à la FTQ et chez les Métallos, on met tous les efforts partout sur le territoire québécois pour maintenir nos emplois, on ne peut pas dire que ça va aussi bien et que les choses évoluent de la même façon dans d'autres syndicats. Les péripéties des dirigeants locaux de la CSN à la Vickers n'aident pas beaucoup à nous donner collectivement une image de syndicalistes responsables au Québec. Cela donne plutôt l'impression de verser de l'eau dans l'essence.

Nous perdons là 400 emplois pour des exigences comme les libérations syndicales payées pour les officiers syndicaux, qui me rendent fort perplexe. Tous les leaders des syndicats locaux au Québec se doivent bien sûr de défendre leurs membres avec force et détermination, mais ils ne doivent jamais refuser lors de coups durs de partager aussi avec leurs membres lorsque vient le temps de sauver leur emploi. C'est fondamental! Le mouvement syndical appartient d'abord et avant tout à ses membres et les dirigeants des syndicats locaux doivent en être les porte-parole. Je trouve fort malheureux cette situation dévastatrice pour nos confrères de la Vickers à Montréal-Est.

Louis Laberge avait bien raison de se poser des questions car un tel événement ne passe pas inaperçu dans les médias et tout le monde syndical en prend pour son rhume. Le syndicalisme dans le secteur privé québécois n'a pas besoin de beaucoup de "jambettes" pour se faire du mal.

Assurer une structure industrielle productive et compétitive

Le secteur privé au Québec a grandement besoin de se prendre en mains pour assurer le développement de l'emploi et assurer une structure industrielle solide, productive, efficace et compétitive dans laquelle nous pouvons gagner honorablement notre vie. Nous sommes d'accord avec cet objectif et nous devons forcer les entreprises à l'accepter. Notre présence est essentielle. Notre mission de défendre notre monde n'entre nullement en contradiction. Là où nous devons lutter, nous le ferons.

Bien sûr, chez les Métallos, nous avons aussi notre contingent de patrons anti-syndicaux, arriérés et têtus qui sont incapables de mettre en place de véritables programmes de gestion respectueux de leur ressource humaine. Ces dossiers aussi entraînent des accrochages. Comme les relations de travail comportent beaucoup de pièges, nous devons continuer à tout faire en notre possible pour les éviter. Les problèmes, nous ne les recevons pas toujours bien emballés comme vous le savez; on les reçoit plutôt en vrac. Ceci nous oblige comme dirigeant(e)s et militant(e)s syndicaux à se tourner de bord rapidement et surtout du bon côté! Je veux vous féliciter de la façon fantastique dont vous y êtes parvenus. Les Métallos québécois ont su éviter beaucoup d'embûches qui auraient été néfastes si vous ne les aviez pas prévues et analysées.

Un syndicat parlable et honnête

Nous avons la réputation comme syndicat d'être parlable et honnête, mais aussi en même temps d'être un syndicat très puissant et nous savons nous faire respecter. Les entreprises qui veulent travailler dans le sens



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Gilles Boudreault, président du local de la mine Westminier

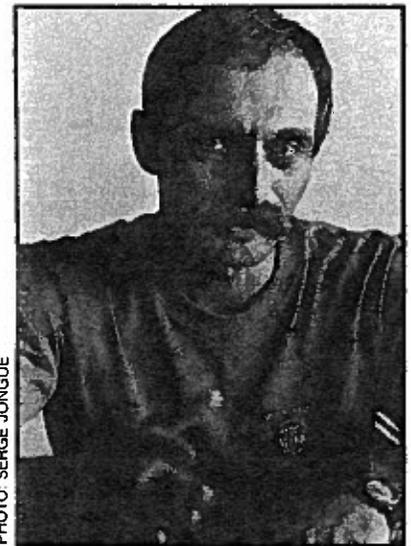


PHOTO: SERGE JONGUÉ

Denis Lévesque, permanent



PHOTO: SERGE JONGUÉ

Yves Meunier, Noranda, division CCR



PHOTO SERGE JONGUE

Michel Thibault, Laidlaw



PHOTO SERGE JONGUE

Isabelle Duranleau, permanente



PHOTO: SERGE JONGUE

Serge Girard, président du local 8917

de l'avancement des travailleurs et des travailleuses du Québec peuvent compter sur nous pour les aider à atteindre cet objectif. Pour les patrons qui ne veulent rien savoir et qui agissent de façon irresponsable, nous sommes capables de leur répondre avec aplomb et j'ajoute cependant que, généralement, ils le savent. Certains y ont goûté et ne sont pas près de l'oublier. Les autres peuvent l'apprendre très vite, croyez-moi.

Le maraudage dans le secteur public

Les dernières négociations du secteur public n'ont pas été les heures les plus glorieuses, ni les plus revalorisantes pour l'ensemble du mouvement syndical.

Il me faut bien constater toutefois qu'à chaque négociation entre l'État du Québec et le secteur public, nous du secteur privé, et nous représentons pourtant la majorité des syndiqué(e)s, nous nous voyons rapidement placés sur la voie d'évitement pour laisser passer la "locomotive" du secteur public.

Il faut ajouter aussi que les mois qui précèdent l'entrée en grandes pompes du "TGV" du secteur public dans la gare gouvernementale, sont marqués par un déchirement épouvantable et de grandes divisions syndicales. C'est ce qu'on appelle la période de "maraudage", dans le secteur public. À chaque fois, entre 700 et 800 requêtes en accréditation sont déposées au Ministère du Travail, sans que ni l'une ni l'autre des centrales syndicales n'ait recruté un seul non-syndiqué. Bien sûr, on maraude des gens déjà syndiqué(e)s parce qu'il est impensable de ne pas tenter d'en arracher un peu à l'autre. Pendant toute cette période de maraudage, la propagande et la surenchère vont bon train et ça coûte cher, mais jamais personne ne la dénonce. Que voulez-vous, dans le secteur public, c'est très spécial comme on dit. Lorsqu'arrivent les négociations, tous les médias se mobilisent. Il n'y a plus d'autres syndicats sur la "carte" que les syndicats du public. Ils sont sur les dents, les requêtes en accréditation se plaident devant les tribunaux. Il n'y a pas de place pour autre chose que la chicane entre confrères ou consoeurs et ça brasse. Chacun se cantonne dans son coin et préparer l'accrochage avec le "grand patron"... le summum de l'action quoi! Ce sont des règles du jeu que je trouve absurdes et qui paralysent dangereusement l'évolution et l'efficacité de l'action syndicale. Pour combler le tout, cette année, le "TGV" est arrivé en gare à pleine vitesse en pleine campagne électorale. Cela ne pouvait que mener à l'inévitable affrontement dévastateur. C'est la Loi 160 qui écrase maintenant de tout son poids et la solidarité en prend pour son rhume. On n'a pu éviter l'inévitable. Et qui en profite... le "grand patron".

L'affrontement avec le gouvernement et le défi à la Loi 160 ont permis à la plupart des journalistes et commentateurs de tout jeter et traîner sur la place publique, de commenter de façon négative et à grands cris le syndicalisme, de remettre en question des principes et des droits obtenus de hautes luttes par les syndicats du secteur privé de la FTQ, tel que la sécurité syndicale, la négociation conjointe (pattern bargaining), la formule des règlements des plaintes comme la procédure de griefs. Le mouvement syndical a été l'objet d'analyses à travers un prisme qui projette une image déformant ce qui se passe dans un syndicat comme le nôtre. Mais personne n'y met les nuances parce que le syndicalisme du secteur privé... connais pas!

Action habile du front commun FTQ

Le front commun des syndicats de la FTQ, dont le SCFP et le 298 de l'UES ont pourtant passé au travers sans tambour, ni trompette, mais de façon fort habile et intelligente. Il a su obtenir mieux et plus pour ses membres dans des circonstances des plus difficiles. Les manchettes furent moins sensationnelles et les journalistes trouvaient plus emballant de suivre la "grande marche" des syndicats du secteur public défiant ouvertement la Loi 160.

Le réveil a été brutal et il fait mal. La Fédération des affaires sociales (FAS) de la CSN s'est fait "beurrer" par tous les médias. La démobilisation risque d'en prendre pour son rhume et les remous n'ont pas fini de surgir. Le gouvernement maintient toujours une position intransigeante et semble déterminé à ne pas régler.

En fait, l'ensemble du mouvement syndical risque probablement de faire un pas ou deux en arrière et nous n'avons certainement pas besoin de cela. Heureusement que les syndicats de la FTQ du secteur public, à cause de leur grande stabilité comme syndicats bien solides au Québec et leur grande force au niveau canadien, ont su s'asseoir et régler des problèmes qui dureraient depuis fort longtemps comme l'équité salariale, l'indexation, etc... dans le secteur public. Leur clairvoyance aura permis de ne pas tout perdre dans la tourmente. J'espère que cela permettra de maintenir un minimum de confiance dans le syndicalisme pour ceux et celles qui en sortent le plus affecté-e-s.

Le secteur public de la FTQ négocie intelligemment

Le SCFP et le local 298, avec la FTQ, ont prouvé qu'on pouvait négocier intelligemment avec le gouvernement. Le secteur public de la FTQ vient de créer un précédent important en matière de relations du travail et en matière de climat social. Il a démontré qu'à travers la négociation, on pouvait réaliser des gains majeurs avec des objectifs souvent fort difficiles à atteindre. Ils ont fait la preuve que les syndicats de la FTQ pouvaient appuyer un parti politique lors d'élections au Québec et être aussi assez forts pour négocier avec le gouvernement élu. Il s'agit là d'une preuve encourageante de maturité et de comportement responsables.

Se donner les balises de la solidarité

La situation actuelle exige au Québec de se donner les balises de la solidarité. Le maraudage, les luttes intersyndicales, les divisions idéologiques sont autant de choses à revoir entre les syndicats québécois si on veut se donner une place enviable dans les années à venir. Il ne faut pas mettre de côté le militantisme, au contraire, mais il doit se canaliser dans des objectifs communs qui vont dans le sens des intérêts collectifs de tous les Québécois et Québécoises et de notre société toute entière. Il y va de l'intérêt de tous nos membres et de tous les syndiqué-e-s.



PHOTO ANDRÉ LAPLANTE

Jean-Eudes Simard, Service de formation



PHOTO SERGE JONGUÉ

André Laplante, Service d'information



PHOTO SERGE JONGUÉ

Marcel Sasseville, permanent

Notre ami Jean-Pierre est mort

Le 22 septembre 1989 notre ami et confrère Jean-Pierre Côté est parti. La vive douleur qui nous déchire ne doit pas toutefois nous faire oublier que sur cette terre il y a des choses que l'on doit accepter. La volonté de la Providence est parfois impitoyable, elle fait très mal et l'accepter demande beaucoup de courage et d'amour.

Jean-Pierre du courage et de l'amour il en avait à revendre. Tout au long de sa trop courte vie il a toujours su nous démontrer et à sa façon bien à lui nous dire aussi jusqu'à quel point il aimait les siens, ses amis, ses compagnons et compagnes de travail.

Les hommes et les femmes avec qui il a travaillé comme permanent syndical sont nombreux à pouvoir témoigner de sa générosité allant jusqu'à s'oublier dans le but d'assurer la promotion et l'avancement de ceux et celles qu'il défendait avec tant de fierté.

Droit, fort et franc comme le chêne il savait ajouter au bon moment son commentaire, défendre habilement ses idées et avec un sourire imposant débalancer l'adversaire. Il était jeune, beaucoup trop pour nous laisser, mais il était déjà très sage et nous en avions pourtant encore besoin pour fort longtemps. La vie en a décidé autrement.



Comme directeur des Métallos je veux nous rappeler tout ce que fut Jean-Pierre pour nous chez les Métallos. Notre syndicat peut se compter privilégié d'avoir pu le rencontrer sur sa route. Nous tous et nous toutes qui avons eu la chance formidable de travailler avec lui, nous lui disons encore une fois merci pour ce qu'il nous a apporté dans notre difficile travail qui est de bâtir la solidarité.

Son message d'amour nous le conserverons toujours en mémoire et je suis profondément convaincu encore aujourd'hui qu'il ne demande pas mieux que de continuer à nous aider. Jean-Pierre merci pour tout ce que tu as fait et adieu.

André Laplante

Photo: André Laplante

CONCLUSION



En terminant, je veux vous remercier de l'appui que vous m'avez accordé au cours du mandat qui s'achève et vous remercier aussi pour la confiance que vous me faites pour le prochain. Je suis fort conscient de toutes les responsabilités que la tâche de directeur de notre syndicat implique. Je suis déterminé, et vous le savez je crois, à porter bien haut vos revendications et à les défendre avec conviction et détermination. J'accepte l'honneur que vous me faites de me réélire pour un troisième mandat et c'est avec fierté et en toute humilité que je le fais. Être élu directeur québécois d'un syndicat comme le nôtre, par des gens comme vous, je trouve cela des plus revalorisant.

Les années qui viennent nous présenteront certainement de nombreux défis à relever et nous les réussirons parce qu'ensemble dans l'harmonie et le respect, nous saurons y mettre toute la détermination et le dévouement que cela exige. Nous en sommes capables. Nous l'avons prouvé.

Les prochaines années nous apporteront aussi des victoires formidables et des gains sensationnels. Je suis convaincu qu'avec les hommes et les femmes qui façonnent jour après jour notre syndicat, nous saurons bâtir encore plus notre solidarité.

Bravo à vous tous et toutes pour la générosité et la détermination que vous mettez dans le travail que vous accomplissez en tant que syndicalistes et Métallos. Je souhaite que vous soyez tous et toutes présents à notre prochain rendez-vous, à notre prochaine assemblée annuelle des syndicats locaux des Métallos du Québec qui aura lieu en 1990 dans le beau royaume du Saguenay, soit au Centre des Congrès de Jonquière. À la prochaine.

Fraternellement

Novembre 1989



PHOTO SERGE JONGUE

Lawrence McBrearty, directeur-adjoint, Clément Godbout, directeur, Michel Blouin, directeur-adjoint, Michel Arsenault, Arnold Dugas, Gilles Audette et Jean-Claude DeGrasse, coordonnateurs.

